

POUR LA DEFENSE DES INTERETS des ETUDIANTS, UNIVERSITE DEMOCRATIQUE

DECLARATION PRESENTEE A LA PRESSE PAR Benoit MONIER, Président de
l'Association Générale d'ORSAY

Nous sommes ici les représentants des A.G. de Lille, Nancy, Saint-Etienne, Orsay, Nice, Toulouse, Muhlhouse, Brest, de la forte tendance qui s'est exprimée dans la préparation, tout au long du 57ème Congrès de l'UNEF pour le maintien du caractère syndical de l'UNEF, pour son renouveau.

Quelles sont les motivations de notre combat et nos propositions d'action?

Cette rentrée s'effectue à un moment où de grandes difficultés persistent pour les étudiants caractérisées notamment par l'insuffisance des moyens, aggravées par les récentes mesures d'austérité (diminution du Budget de l'Education Nationale et en particulier des Oeuvres Universitaires).

La limitation des réformes entreprises, les conditions lamentables de la rentrée (ex: en Médecine: manque de professeurs, de cités U.) conduisent à une aggravation des conditions de vie des étudiants.

La ségrégation sociale se perpétue. 4 étudiants sur 10 travaillent pour poursuivre leurs études. Plus que jamais l'incertitude sur les débouchés et l'avenir professionnel subsiste. 2 étudiants sur 3 ne terminent jamais leurs études.

De plus aujourd'hui le pouvoir tente de remettre en cause ce qu'il a concédé en Mai-Juin: l'unité de l'enseignement et de la recherche, une relative modernisation de l'université, l'attribution d'une certaine autonomie, les éléments de la cogestion, la renonciation à la sélection brutale à l'entrée de l'Université, sont des acquis importants.

Les luttes d'une ampleur exceptionnelle que les étudiants ont menées en Mai-Juin avec les travailleurs, ont prouvé que la lutte paie, qu'il était possible de faire reculer le pouvoir de la bourgeoisie.

A cette rentrée les étudiants peuvent et doivent s'unir pour défendre ces conquêtes: pour mener ce combat, toutes les possibilités nées des reculs de pouvoir doivent être utilisées. C'est à tous les niveaux, sur tous les terrains que la lutte doit se poursuivre.

Pour la première fois les étudiants, vont devoir élire les délégués aux Conseils Paritaires en continuant le combat engagé en Mai-Juin ils utiliseront ce moyen conquis de haute lutte. Leur combat n'est d'ailleurs pas séparé de celui que mènent les enseignants et chercheurs participant d'une orientation syndicale similaire.

Pour nous poursuivre la lutte, c'est élire des délégués à ces élections qui défendront efficacement les intérêts des étudiants en les consultant, en leur rendant compte à tout moment de leur activités, qui représenteront les étudiants partout où se discutent leurs problèmes, où l'on peut les défendre, en s'appuyant sans cesse sur leurs actions.

Poursuivre la lutte, c'est développer de larges actions de masse pour imposer de nouveaux reculs au pouvoir, obtenir de nouveaux succès, cette lutte est la lutte contre l'Université de classe, elle permet d'unir le combat des étudiants à celui des travailleurs pour une Université démocratique, dans son recrutement et son fonctionnement assurant l'accès égal de tous au pouvoir et au métier.

Mais pour cela, les étudiants ont besoin d'une grande organisation syndicale de masse ouverte à tous, capable d'animer ces luttes de masse pour, dans l'immédiat :

- l'amélioration des conditions de vie
- l'amélioration des conditions d'études
- la défense et l'extension des libertés syndicales et politiques au sein de l'Université,
- un pouvoir de décision réel, pour une modernisation effective des méthodes de l'enseignement pour l'objectivité de son contenu,
- l'indépendance de l'Université envers les intérêts privés.
- ces mesures exigent l'augmentation générale des crédits de l'Education Nationale.

pour impulser et coordonner les actions.

Or, qu'en est-il actuellement ? Le 57ème Congrès de l'UNEF dans sa préparation, son déroulement, ses conclusions a contredit toutes les aspirations et la volonté de lutte de la majorité des étudiants. Il a consacré la faillite des dirigeants actuels de l'U.N.E.F.. Après les grandes luttes de Mai-Juin, les étudiants étaient en droit d'attendre de ce Congrès des décisions importantes et sérieuses. Or, en voulant la transformer en mouvement politique, les dirigeants actuels ont tenté de saborder l'organisation syndicale étudiante.

Ils ont multiplié lors de son déroulement les actes antistatutaires et anti-démocratiques des groupes sans représentativité, à la place d'A.G. régulièrement élues et enfin ils ont évidemment tout fait pour s'opposer par tous les moyens à la forte tendance qui, reflétant la volonté des étudiants, s'est exprimée dans la préparation et tout au long du Congrès pour le maintien du caractère syndical de l'UNEF, pour son renouveau, capable de diriger correctement les luttes des étudiants.

Les A.G. de Lille, Nancy, Saint-Etienne, Orsay, Nice, Toulouse, Mulhouse, Brest, ont déclaré lors du Congrès s'engager à assumer toutes leurs responsabilités, fidèles aux luttes de Mai-Juin, en s'appuyant sur le puissant mouvement étudiant elles réaffirment lors de cette rentrée leur volonté de poursuivre le combat pour le renouveau de l'UNEF avec plus de force que jamais, sur la base de leur plateforme :

1/- Pour obtenir les conditions d'une véritable rentrée, pour obtenir les moyens effectifs d'appliquer les acquis de la réforme :

- * ouverture de toutes les facultés
- * que tous les enseignements soient assurés
- * création immédiate des postes d'enseignement et des locaux nécessaires
- * moyens d'application

2/- Pour l'amélioration des conditions de vie, ce qui s'insère dans le cadre général des étudiants contre la ségrégation sociale inhérente à l'Université de classe :

- * augmentation du nombre et du taux des bourses et leur paiement immédiate
- * contre la "rentabilité" des oeuvres universitaires et l'introduction de capitaux privés pour la sauvegarde des oeuvres universitaires en tant que services public et leur gestion paritaire.
- * mise en chantier de 40.000 chambres en cités ou en H.L.M. et opposition à l'augmentation des loyers et des prix de restaurants universitaires.
- * soutien aux revendications élaborées démocratiquement par les résidents.

3/- Pour des mesures immédiates en faveur des étudiants salariés :

- * aménagement des horaires
- * possibilité de passer des épreuves quelle que soit la scolarité
- * maintien de la seconde session des examens
- * congés officiels pour passer les examens
- * allègement de service sans réduction de salaire pour MI SE MA.

4/- Pour une allocation d'études attribuée sur critères sociaux et universitaires :

- * permettant à tous les étudiants de poursuivre leurs études à temps plein.
- * donnant un statut plus responsable à l'étudiant dans la vie économique

5/- Utilisation de la cogestion pour faire valoir les intérêts de tous les étudiants dans tous les lieux de décisions. Simultanément, conduite des luttes de masses sans lesquelles la cogestion ne serait qu'un leurre technocratique

- * les délégués étudiants seront élus sur un programme d'ensemble et seront responsables devant eux-ci de leur activité
- * opposition à la sous-représentation de droit ou de fait des étudiants

6/- Pour la défense des libertés d'information, d'expression et d'activités syndicales et politiques, sur les lieux de travail :

- * dénonciation des dernières mesures gouvernementales autoritaires et policières

7/- Pour l'unification de l'enseignement supérieur selon les trois principes suivants :

- * orientation continue
- * liaison enseignement recherche
- * liaison enseignement recherche et vie sociale

* affirmation du caractère public de l'enseignement supérieur et apposition à toute ingérence des intérêts privés dans l'Université.

8/- Pour un juste contrôle des connaissances :

* conserver la valeur nationale des diplômes et respect de l'autonomie dans la détermination des modalités d'examen.

* contrôle continu des connaissances inséparables.

- d'une augmentation de l'encadrement

- d'une transformation des méthodes et du contenu de l'enseignement

- d'une prise en considération des revendications légitimes des étudiants salariés.

9/- Contre la politique malthusienne du gouvernement et du patronat en matière d'emploi et de formation professionnelle pour la solution du problème des débouchés de l'Université.

10/- Pour permettre la satisfaction de ces revendications; lutte pour l'augmentation du Budget de l'Éducation Nationale.

* * *

Dans l'immédiat, elles annoncent dans toutes les unités d'enseignement et de recherche, la constitution de listes pour les élections paritaires sur la base de cette plateforme. Elles appellent tous les étudiants à voter et à faire voter pour ces listes.

Nous considérons que la participation à ces élections pour la majorité des étudiants : c'est un moyen de poursuivre la lutte, d'imposer au pouvoir la réalisation effective des réformes concédées, étendre les droits des étudiants, faire triompher de nouvelles revendications exiger une réelle démocratisation de l'enseignement.

Afin de renforcer l'organisation syndicale, nous appelons les étudiants à constituer partout dans les corps les facs, des comités UNEF qui oeuvrent pour son renouveau.

Ils soutiendront sous toutes les formes les listes présentées pour les élections : ils intensifieront l'action pour défendre les intérêts des étudiants, en répondant à l'appel des A.G. précitées et des comités pour une semaine d'action.

Nous appelons tous les étudiants qui veulent combattre avec les travailleurs en déployant de larges actions à voter et à faire voter pour les listes "défense des étudiants, Université démocratique".

* * *

Communiqué repris de la déclaration de Benoît MONIER au nom des Associations Générales d'Étudiants de Lille, Nancy, Daint-Saint-Etienne, Orsay, Nice, Toulouse, Mulhouse, Brest.

COMITE U.N.E.F. POUR SON RENOUVEAU - STRASBOURG-